



CHSCT – D des Pyrénées Atlantiques - PAU

déclaration liminaire
de la section départementale de la FSU

2 juillet 2020

Ces dernières années, la politique néo-libérale de réduction méthodique des moyens des services publics, pour nous dédiés à l'Éducation Nationale, s'est traduite par une dégradation continue des conditions de travail de l'ensemble des personnels.

L'alourdissement et l'intensification de la charge de travail génère inmanquablement de la souffrance au travail, notamment de la surcharge mentale.

Avec la crise sanitaire de la Covid 19, et sa gestion chaotique par notre Ministère, cette souffrance s'est lourdement accentuée : nécessité d'adaptation immédiate aux dispositifs de « continuité pédagogique », absolument pas préparée contrairement aux déclarations ministérielles, et portée par les personnels enseignant-e-s, les membres des RASED, les CPE, les Psy-EN, les infirmier-es, le personnel médico-social, qui ont dû développer, de leur propre initiative, des innovations de circonstances avec leur propre matériel informatique et numérique. Puis est venu le temps de la contrainte d'adaptation à la succession effrénée des protocoles sanitaires.

Avec le dé-confinement, d'autres difficultés, pesantes, se sont surajoutées.

Sans exhaustivité aucune, dans l'enseignement primaire, il a fallu parfois travailler sans table, les directeur-riche-s, parfois les professeur-e-s des écoles, ont subi moult pressions parentales pour accueillir des enfants surnuméraires, alors que les quotas d'enfants étaient déjà atteints par ordre de priorité. Et trop souvent, elles et ils ont dû déplorer la communication des directives institutionnelles menée avant tout dans les médias, ainsi que l'absence d'anticipation de l'administration pour leur mise en œuvre.

Globalement, dans le primaire comme dans le secondaire, ce fut l'injonction paradoxale qui malheureusement prévalut : « ouvrez les écoles et débrouillez-vous ! », sans moyen supplémentaire adéquat.

La FSU dénonce l'inacceptable impréparation qui a prévalu durant toute la durée de la crise et l'aggravation des souffrances au travail qu'elle a engendrée. Nous condamnons également l'absence, à la veille des vacances scolaires, de mesures préventives propres à affronter une potentielle nouvelle vague de la Covid 19, voire une nouvelle épidémie. Nous attirons, à ce propos, votre attention sur le protocole préparatoire à la rentrée scolaire 2020-2021 qui émane de la Ministre de l'Éducation de la fédération Wallonie, Mme Caroline Désir. Celui-ci constitue selon nous un modèle d'anticipation dont le Ministère français ferait bien de s'inspirer.

A l'issue d'une année scolaire inédite où les agents de l'Éducation Nationale ont eu à se réinventer à plusieurs reprises dans des temps très contraints, sans directive claire de leur hiérarchie, nous regrettons vigoureusement que les seules réponses apportées par l'administration soient d'ordre néo-managérial, individualisant, et surtout méprisant, comme dans l'académie de Montpellier qui propose des « open badge » d' « agilité pédagogique Covid-19 » (sic).

Les agents de la Fonction publique hospitalière, territoriales, d'État sont un élément de cohésion fondamental de la société française. Ils viennent de le prouver une nouvelle fois. Il est plus que temps que les annonces de revalorisation salariale, agitées durant l'hiver deviennent réalité pour reconnaître le rôle essentiel de ces personnels et ce, sans conditions.

Dans ces circonstances si particulières, la FSU tient à saluer avec respect l'ensemble des personnels (personnels administratifs, professeurs, personnels d'éducation, PSY-EN, personnel médico-social...) pour leur courage, leur réactivité et leur engagement dans l'accompagnement en toute bienveillance de leurs élèves qui démontrent une fois de plus leur attachement à un service public de qualité indispensable à notre société.